

Paris 13 novembre 2015
Bruxelles 22 mars 2016



**Comme une journée ordinaire en Syrie,
en Irak, au Yémen ou en Afghanistan...**

« Menace terroriste » et militarisation de la société contre la réémergence de la guerre de classe

Un (tout) petit exemple : la France et la Belgique

Non content d'avoir servi de base arrière à ce que la presse internationale qualifie de « menace terroriste », et tout particulièrement aux commandos qui ont semé la mort à Paris le vendredi 13 novembre 2015, où 130 citoyens, « repus » et « satisfaits » de leur petite vie ordinaire d'esclaves soumis et dociles au service du capital, ont participé bien involontairement à une grande « sauterie » djihadiste...

Non content d'avoir militariser l'ensemble de la société à la suite de cet acte de guerre contre l'Etat national français, dont les armées d'assassins et de mercenaires participent à semer la mort et la désolation aux quatre coins de la planète (Syrie, Iraq, Afghanistan, Libye, Mali, Centrafrique, etc.) au nom de la liberté, de la démocratie, de la justice, des droits de l'homme (bourgeois) et du citoyen, mais en fait plus précisément et véridiquement dans l'intérêt immédiat et historique du profit capitaliste et de la dictature de la valeur...

Non content d'avoir imposé aux prolétaires, comme à tous les « idiots utiles » de France et de Navarre et d'ailleurs (en d'autres termes aux « reproducteurs de la paix sociale »), le rassemblement citoyen derrière la défense de « nos valeurs » ou du « vivre ensemble » (dont la signification exacte et véritable est la cohabitation « harmonieuse » entre d'un côté les propriétaires des moyens de production, et de l'autre les dépossédés et les damnés de la terre)...

Non content d'embrigader les exploités dans la défense de la démocratie dans toute sa « splendeur » et sa « plénitude » et son horreur meurtrière, démocratie qui n'est jamais rien d'autre que la négation idéologique et pratique, en acte, de l'antagonisme de classe et donc l'affirmation toujours plus terroriste de la dictature capitaliste...

Non content d'avoir mobilisé des foules d'esclaves salariés derrière le petit drapeau (torchon) national, en appelant ainsi à l'unité et à l'union sacrée en soutien à la nation et à « la patrie en danger » face au « danger islamiste », « danger » ainsi étiqueté aujourd'hui, alors que demain, le même scénario justifiera la lutte à outrance contre le « danger communiste » ou contre « l'anarchie », contre l'insurrection armée prolétarienne, contre la subversion totale qui bouleversera jusqu'à ses fondements l'entièreté de cette société d'exploitation et d'aliénation, de guerres et de morts, de sacrifices et de misère...

Non content d'avoir participé au développement de la dite « campagne antiterroriste » qui est censée obtenir le sou-

tien inconditionnel et galvanisé « du peuple », c'est-à-dire des citoyens atomisés, apeurés, effrayés, tétanisés, terrorisés, moins par les attentats en soi que par la propagande « sécuritaire » qui se manifeste et se matérialise par la présence de patrouilles de centaines de flics et de militaires surarmés dans les rues et les quartiers, par le survol en permanence de la ville par des hélicoptères, par le défilé incessant de véhicules de police sirènes hurlantes, créant ainsi un climat social et sociétal toujours plus anxiogène...

Non content tout cela et bien d'autres choses encore, l'Etat national belge, son gouvernement, sa bourgeoisie, ses appareils centraux de répression, de propagande, de contrôle social, etc. n'ont certainement pas accueilli sans un soupçon de satisfaction, ou à tout le moins sans un certain soulagement, les attentats meurtriers qui ont frappé Bruxelles le 22 mars 2016, comme d'une certaine façon une réplique « nécessaire » et « inévitable » aux attentats de Paris. Il faut dire qu'en termes de politiques internationales meurtrières et assassines, la Belgique et son armée n'est historiquement pas plus en reste que la France ou d'autres puissances européennes...

Finalement, les attentats de Bruxelles ont sonné comme une justification de tout l'arsenal militaro-policié déployé depuis plusieurs mois en Belgique pour faire rentrer dans les rangs serrés de la paix sociale, non pas les djihadistes et leur « menace terroriste », qui à leur façon et à un certain niveau d'abstraction participent de la société du spectacle permanent et de l'ordre bourgeois, mais bien le « commun des mortels » de la population, c'est-à-dire les prolétaires toujours susceptibles à un moment donné de mettre en avant leurs propres intérêts de classe dans un climat d'attaques permanentes contre leurs conditions de travail et d'existence...

Les 32 morts et plus de 300 blessés de Bruxelles, pour la plupart des « vacanciers » au départ de l'aéroport national à destination de plages somptueuses censées les éloigner pour un temps des contradictions et des tumultes de la présente société, ainsi que des travailleurs qui circulaient en métro au niveau d'une station située à deux pas du quartier général des divers dispositifs politiques transnationaux tels que la Commission européenne et son parlement, bref toutes ces victimes font participer pour une fois la population locale à la quotidienneté de ce que vivent journalièrement nos frères et sœurs de classe sous d'autres latitudes, et cela habituellement dans l'indifférence généralisée des populations européennes « repues » et « satisfaites ». Et pendant quelques heures, nous nous sommes

sentis plus proches, Paris et Bruxelles sont devenus Damas, Alep, Bagdad, Kaboul, Kunduz ou Aden, écrasés par la quotidienneté des bombes, de la terreur, de l'angoisse, des larmes, du sang, des morts, ad nauseam...

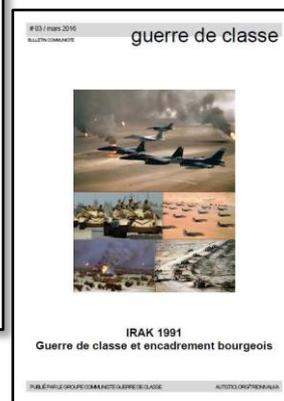
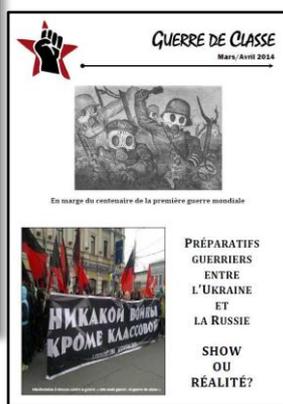
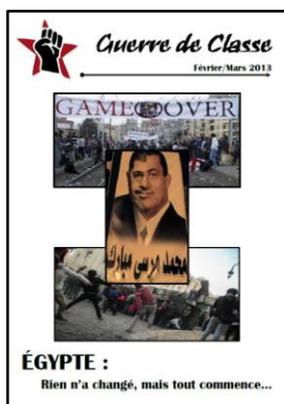
Aujourd'hui en effet, ce ne sont plus simplement les « gens d'armes » de l'Etat, ses mercenaires ou ses dirigeants qui sont visés ou susceptibles de l'être mais bien et aussi ses « gens ordinaires », ses « citoyens lambda » (comme disent les medias), qui se croient à l'abri des contradictions meurtrières qui ensanglantent ce monde sans pitié pour l'espèce humaine. Aujourd'hui, il n'est plus question de se « faire une terrasse » ou d'aller tranquillement au concert (comme les bourgeois étaient encore les seuls à le faire au début du siècle dernier) et s'imaginer un seul instant échapper aux horreurs qui se passent tous les jours aux quatre coins de cette planète : guerres, bombardements, famines, malnutrition, maladies, tortures, pollution, destruction de l'écosystème, etc. Comme disait l'autre : « On fait soit partie du problème soit de sa solution, entre les deux il n'y a rien ! » Ou pour être plus dialectiques, disons que si nous sommes à la fois le problème et la solution, le passage de l'un à l'autre s'effectue par la négation violente et active de l'état des choses actuel, et donc par l'émergence consciente et volontaire de l'état des choses futur...

A contrario de ce qui s'est passé à New York et Washington en 2001, à Londres en 2005, à Paris (deux fois !) en 2015 ou à Bruxelles en 2016, où les prolétaires soumis à outrance à l'idéologie « citoyenniste » ont marché au pas selon le tempo donné par leur propre bourgeoisie, la façon

dont d'importants secteurs du prolétariat en Espagne ont réagi après les attentats de Madrid le 11 mars 2004 doit interpellier notre classe en plein désarroi programmatique. Rappelons-nous les faits : après que des bombes aient explosées dans des trains de banlieue au petit matin faisant 200 morts, tous des travailleurs se rendant au travail, des milliers de prolétaires sont descendus dans les rues en affichant leur mépris pour « les terroristes » mais aussi et surtout en dénonçant la politique de leur propre gouvernement et l'implication de leur propre armée dans la guerre en Irak. « Ce sont vos guerres, ce sont nos morts ! », telle fut la consigne principale de ce mouvement qui retourna sa haine « des terroristes » vers sa propre bourgeoisie... avec pour conséquence pour le gouvernement espagnol de devoir retirer ses troupes d'Irak afin de désamorcer la contestation au niveau local.

De tout cela, nous pouvons et devons conclure et mettre en avant que la seule façon dont les prolétaires peuvent s'en sortir vivants de toute « cette haine », de toute « cette folie », c'est surtout de ne pas collaborer avec sa propre bourgeoisie, son propre gouvernement, ses propres mesures répressives antiterroristes.

Ce ne sont pas les militaires surarmés patrouillant dans les rues qui nous protégeront en aucune manière « des terroristes ». Nous ne pouvons et ne devons compter que sur nous-mêmes et nos propres capacités à renverser ce monde et ses contradictions internes (ô combien meurtrières !), à le révolutionner de fond en comble... ★



Téléchargez nos matériaux en format PDF sur autistici.org/tridnivalka

Cette société nous offre seulement une lutte pour la survie de base dans laquelle nous ne sommes rien sauf une force de travail et des consommateurs. Bien sûr, tout cela est enveloppé dans de belles paroles magnifiant les valeurs de l'honnête citoyen et les besoins du pays et de l'économie, dans des modes et de fades manières de vivre que les médias, les politiciens, les scientifiques, les célébrités nous débitent jour après jour. Les vêtements de marque, les nouveaux téléphones mobiles et les écrans plasma, les voitures en leasing et les prêts hypothécaires, les sorties du samedi soir, les émissions de télé et les idylles familiales dans les centres commerciaux seront-ils des produits de substitution suffisant pour une vie vraiment humaine ? Est-ce tout ce que nous désirons vraiment et ce dont nous avons vraiment besoin ?

1. PAS POUR NOUS !

Nous n'avons aucune grandiose propriété et compagnie qui nous feraient vivre, et par conséquent nous devons aller travailler. Nous vendons notre temps et notre énergie, notre force de travail, à la classe des bourgeois qui possèdent les moyens de production. Nous échangeons notre force de travail contre un salaire qui nous permet d'acheter ce dont nous avons besoin pour survivre et qui a été produit ailleurs par des travailleurs comme nous. Quel que soit ce que nous gagnons, dès que nous avons dépensé notre salaire, nous devons à nouveau nous précipiter au travail. C'est notre travail qui fait fonctionner toute la société et l'économie : les usines, les supermarchés, les bureaux, les hôpitaux, les chantiers... Nous sommes la classe des prolétaires et dès lors nous nous rebellons !

2. CONTRE LE TRAVAIL SALARIÉ

Le travail nous aliène parce que le temps pendant lequel nous travaillons ne nous appartient pas, ce n'est pas une partie complète de nous – par-dessus tout, c'est un moyen pour obtenir de l'argent. Nous vendons notre force de travail comme une marchandise à des patrons individuels et aussi à la bourgeoisie toute entière, et dès lors ce sont eux qui la contrôlent, qui la possèdent et qui en profitent vraiment. Nous devons juste travailler aussi longtemps et aussi vite qu'il nous est demandé. Donc, nous luttons contre le travail salarié qui est la base de notre exploitation et de l'ensemble du système capitaliste.

3. CONTRE L'USINE DES LOISIRS

Nous ne travaillons pas pour satisfaire directement nos besoins, ni les besoins de l'ensemble de l'humanité. Les besoins vitaux sont satisfaits par la médiation des salaires – de l'argent, parce que nous sommes aussi aliénés du produit de notre labeur qui appartient à la bourgeoisie. Toute la société nous est étrangère : les relations sur lesquelles elle est basée, ses structures, ses institutions, ses richesses et même ses connaissances. Par conséquent, la dictature du Capital règne aussi en dehors du travail. Les loisirs que nous cherchons en font partie. C'est le Capital, et pas nous, qui détermine comment manger, faire l'amour, se loger, voyager, s'amuser... Par conséquent, nous luttons contre la totalité des rapports sociaux capitalistes qui nous piègent dans une usine géante où nous sommes comme des vaches à lait à chaque moment de nos vies.

4. CONTRE LE CAPITALISME

Notre travail est une marchandise comme aucune autre : c'est la seule qui est capable de créer une nouvelle valeur, plus grande que la sienne. Les patrons nous exploitent tous, puisqu'ils nous paient seulement pour notre force de travail et tout le surplus que nous avons produit, c'est leur plus-value, leur profit. Le profit est réinvesti dans des moyens de production, dans la production de nouveaux capitaux qui tous sont la propriété contrôlée, possédée et vendue par les bourgeois. Le Capital, c'est notre travail mort personnifié dans des choses. C'est notre temps et notre énergie, que nous avons tués au travail, non pour satisfaire les besoins humains mais pour produire des marchandises. Le seul but du mode de production capitaliste est d'accomplir le profit et de multiplier le Capital. Les besoins humains sont totalement secondaires et ils ne sont « satisfaits » à travers la production que dans la mesure où, et de la façon dont, ils servent l'expansion du Capital. C'est la raison pour laquelle, même les régimes « socialistes » (l'URSS et ses satellites) étaient capitalistes et le capitalisme existe encore aujourd'hui en Corée du Nord, en Chine ou à Cuba. Là où il y a du travail salarié, il y a inévitablement aussi le Capital et il ne peut en être autrement juste parce qu'il y a aussi un costume idéologique « marxiste », une réorganisation de la bourgeoisie à travers un parti politique et un État et ses efforts (sans aucune chance durable de réussir) pour donner une autre forme aux lois capitalistes du marché, de la compétition et de la valeur.

5. CONTRE LA DÉMOCRATIE, L'ÉTAT ET LA POLITIQUE BOURGEOISE

La démocratie est l'essence même de la société capitaliste et pas seulement une de ses formes politiques. Les citoyens atomisés, qui parviennent à une unité artificielle à travers une sphère séparée de politique nationale, sont une caractéristique commune des États parlementaires, stalinien, fascistes ou même islamistes. Ce sont là des organisations de la bourgeoisie en tant que classe, qui se développent à partir des rapports sociaux de la société de classe. C'est pourquoi la lutte révolutionnaire du prolétariat est antidémocratique et antiétatique et n'a rien en commun avec la politique bourgeoise, les partis politiques (qu'ils soient de gauche ou de droite, parlementaires ou extraparlémentaires, légaux ou interdits), les élections et les coups d'État politiques.

6. CONTRE LES SYNDICATS ET LE GAUCHISME

Cela fait longtemps que les syndicats de classe (par opposition aux syndicats « jaunes » directement fondés par la bourgeoisie) ont cessé d'être des organisations de la classe ouvrière. Ils sont devenus une partie de l'État capitaliste, une institution pour la vente organisée de la force de travail et pour maintenir la paix sociale. Comme tels, ils doivent être détruits et non pas réformés. Les faiblesses et les défaites de notre classe ont engendré (et continuent d'engendrer) beaucoup de courants du gauchisme qui jouent le rôle de la social-démocratie historique. Au moment des révolutions, ils ont toujours été le dernier recours et bastion du Capital parce qu'ils ne luttent pas pour la destruction du capitalisme, mais pour sa réforme radicale. Par conséquent, les prolétaires communistes luttent contre toutes les formes du gauchisme : le stalinisme, le trotskisme, le maoïsme, de nombreux types d'anarchisme, les mouvements altermondialistes et anti-impérialistes « tiers-mondistes »...

7. CONTRE LES FRONTS UNIS

Nous sommes opposés à tous les fronts unis avec des fractions politiques « progressistes » de la bourgeoisie et à toutes les idéologies contre-révolutionnaires qui surgissent autour de tels fronts : l'antifascisme ou par exemple la libération nationale... Tous mènent à la défense d'une forme de la dictature capitaliste contre une autre, un « moindre mal » contre un « pire », c'est-à-dire la préservation

de la dictature capitaliste comme totalité mondiale. Ces fronts mènent à une lutte pour un capitalisme à « visage humain », mais toujours ils amoindrissent et battent le prolétariat révolutionnaire. Seule l'action directe de classe peut s'opposer à la concurrence destructrice entre prolétaires qui est encouragée par le racisme, le fascisme et le nationalisme. Seule la révolution communiste est l'alternative à toutes les formes du capitalisme.

8. CONTRE L'OPPRESSION, LE NATIONALISME ET LA GUERRE

Toutes les formes d'oppression antérieure au capitalisme – par exemple basée sur l'origine sexuelle, ethnique ou religieuse – n'ont pas été détruites mais sont devenues des parties de l'exploitation capitaliste et de la division du travail. Aucune forme d'oppression n'existe en dehors des rapports sociaux capitalistes et elle ne peut être abolie qu'en abolissant ces rapports dans le processus de la révolution communiste. Les idéologies qui nous attribuent, à nous prolétaires, une identité d'ouvrier, de femme, d'autochtone, d'étranger, de « privilégié », d'« exclu », servent à nous faire intérieurement nous identifier finalement avec le système capitaliste. Seule la dynamique de lutte du prolétariat constitue le processus de négation de toutes ces identités de citoyens obéissants. Par conséquent, le prolétariat s'y oppose de la même façon qu'il s'oppose à la nation, au pays ou au nationalisme. Contre la paix sociale dans les États nationaux et contre la guerre entre eux, nous revendiquons la guerre de classe contre notre propre bourgeoisie, c'est-à-dire le défaitisme révolutionnaire.

9. POUR L'ASSOCIATIONNISME PROLÉTARIEN

Aujourd'hui, en dépit de leurs limites, les vraies luttes du prolétariat contiennent les graines du communisme, c'est-à-dire le mouvement de destruction de l'état des choses actuel. Par conséquent, nous supportons aujourd'hui les luttes de classe et la formation de noyaux, cercles et réseaux prolétaires sur une base subversive – c'est-à-dire luttant et s'associant en dehors et contre les syndicats, les partis politiques et autres structures de l'État bourgeois. C'est bien à partir de luttes de ce genre qu'un mouvement prolétarien massif voit le jour et se met en route pour articuler le prolétariat – la classe exploitée dans la société présente – avec l'état des choses futur.

10. POUR LA RÉVOLUTION COMMUNISTE

C'est seulement dans le processus de la dynamique du prolétariat révolutionnaire qu'un changement dans le rapport de forces entre le prolétariat et la bourgeoisie aura lieu. C'est alors seulement qu'un espace s'ouvre pour un saut qualitatif dans la conscience de classe, ouvrant la voie au renversement violent de la classe dirigeante et à la résolution définitive des antagonismes de classe. Mais seulement si le mouvement prolétarien se met en route immédiatement, pratiquement et consciemment vers la véritable communauté humaine, atteinte par la révolution. Si la révolution ne veut pas mourir, elle doit s'opposer autoritairement à la contre-révolution qui utilisera immédiatement les faiblesses de notre classe contre nous.

11. POUR LA DICTATURE PROLÉTARIENNE

Pour de plus en plus de prolétaires, le processus de la dynamique combative du prolétariat révolutionnaire vers des insurrections violentes et la révolution de classe impose un choix conscient entre le communisme et la barbarie capitaliste : exploitation, crise, guerres et catastrophe environnementale. Au plus ce choix devient clair, au plus le prolétariat est capable de réaliser dans la révolution sa dictature sociale contre le travail salarié, la valeur, l'échange, l'argent, l'État. Cela veut dire une dictature mondiale des besoins humains contre le Capital et la terreur révolutionnaire contre les forces bourgeoises. La dictature prolétarienne signifie l'abolition des rapports sociaux existants : abolition du travail salarié, abolition de professions et productions inutiles, élimination des rapports d'échange de tous les aspects de nos vies, abolition de l'économie et de la production pour le profit et subordination de toutes les forces productives aux besoins humains et aux besoins de la révolution mondiale, disparition de la différence entre travail et loisir, ville et campagne et toutes les autres séparations, destruction violente de l'État et son remplacement par des organes de l'auto-organisation révolutionnaire prolétarienne, bref tout ce que le triomphe de la révolution transforme en une communauté humaine globale. Par ce processus historique, le prolétariat (en tant que dernière classe existante) s'abolit ainsi que la société de classe toute entière et développe complètement la communauté humaine mondiale.

12. A PROPOS DE L'ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE

L'organisation révolutionnaire grandit et prend directement des formes spécifiques à partir de la lutte de classe, parce que le prolétariat est historiquement forcé de le faire. L'organisation révolutionnaire avec son activité militante crée des conditions pour la centralisation d'éléments révolutionnaires, qui sont petits et insignifiants dans les périodes où le rapport de forces nous est défavorable, ainsi que les sections les plus conscientes et radicales du prolétariat. L'organisation révolutionnaire n'est ni une préfiguration de l'organisation sociale future ni une structure éternelle rigide. Elle ne fait que prendre une part essentielle dans le processus de centralisation historique de la dynamique révolutionnaire qui se concrétise en parti du prolétariat, c'est-à-dire le parti communiste. Ce qui sépare ce parti des diverses avant-gardes autoproclamées, c'est qu'il n'a pas d'autre programme que sa classe comme sujet historique, donc comme il est la centralisation de ce programme, il est la direction de la lutte de la classe révolutionnaire toute entière.

13. QUE FAIRE ?

Approfondir, défendre et propager le programme historique du prolétariat visant à renverser la classe dominante par l'insurrection afin de déclencher la révolution qui abolira la société de classe. Sur base des leçons tirées des luttes prolétariennes passées et présentes, clarifier le contenu de la transition révolutionnaire, la révolution communiste. Par la propagande, l'agitation et la participation active, souligner, soutenir et encourager toutes les tendances dans les luttes contemporaines qui pourraient contribuer au développement de la conscience révolutionnaire et de l'esprit militant dans notre classe, ainsi qu'à l'émergence d'associations prolétariennes radicales. Révéler et identifier d'un œil critique les obstacles, idéologiques et pratiques, dans les actuelles luttes de classe qui entravent l'émergence d'une confrontation de classe ouverte, c'est-à-dire un conflit révolutionnaire ouvert entre les deux classes. Centraliser les prolétaires militants qui essaient de s'organiser sur base du programme révolutionnaire, et constituer une structure combative efficace pour les militants communistes. A partir du sol fertile des antagonismes sociaux et de la dynamique de la lutte de classe, faire avancer efficacement, encourager, organiser et coordonner l'exécution de la future insurrection violente comme moment décisif dans la révolution communiste à venir.